

Pour préciser davantage l'attitude librement exprimée par ce député libéral au comité permanent et l'opposer à l'attitude actuelle des libéraux, je vais vous lire un passage du rapport du comité permanent des transports et des communications en date du 22 février de cette année. Le député de Burnaby-Seymour (M. Perrault) posait des questions à M. Noel Murphy, qui venait de lire un très beau mémoire donnant matière à réflexion. Vous aurez ainsi une idée de leur attitude à l'égard du problème. On a posé la question suivante:

J'aimerais poser au D^r Murphy une question au sujet des conditions posées par Terre-Neuve pour entrer dans la Confédération. Est-ce que nous devons comprendre, d'après ce que vous avez dit aujourd'hui, que si dans 100 ans, on peut prouver que les trains turbo-réactés sont plus efficaces pour transporter les Terre-Neuviens dans la province et dans le reste du Canada, que les gens de Terre-Neuve insisteront toujours pour conserver un service voyageurs qui, à ce moment-là, pourrait fort bien être désuet et de l'âge de pierre, au point de vue technologique?

● (8.40 p.m.)

Cela donnera aux honorables députés une idée de l'attitude qu'on avait adoptée.

M. Mahoney: Quelle fut la réponse?

M. Peddle: Je n'imagine pas que M. Murphy s'abaîsserait à répondre à ces imbécilités.

Des voix: Bravo!

M. Peddle: En 1966, quand a surgi la question d'un déficit de quelque \$900,000 pour le CN, de toutes parts on disait: «Voyez ce que nous vous accordons à Terre-Neuve; nous vous donnons ceci, nous vous donnons cela.» Au fond, monsieur l'Orateur, on ne nous a rien donné. En 1949, nous avons conclu un pacte et il comportait des concessions réciproques. Le Canada voulait l'union de Terre-Neuve et Terre-Neuve voulait s'unir au Canada, et un accord en ce sens fut conclu. Aujourd'hui, que cela nous plaise ou non, nous sommes prisonniers du pacte et le CN doit nous traiter comme il traite toute autre région du Canada. Il y a bien des façons d'envisager le Canada, mais j'aime le considérer comme formé de dix provinces—oublions les Territoires pour un instant—et considérer chaque province comme une des dix pièces de la maison. N'est-il pas un peu stupide de dire que le propriétaire d'une maison de dix pièces laisserait couler le toit au-dessus d'une de ces pièces sans y remédier? Nous nous sommes joints au Canada et le Canada nous a acceptés.

A titre de contribuable—contrairement à ce qu'on dit parfois, il y a des gens à Terre-

[M. Peddle.]

Neuve qui paient des impôts—chaque fois que je viens à Ottawa et que j'admire les belles installations et les beaux édifices de la ville, je me sens fier d'y avoir contribué parce que cela fait partie de mon pays. De même, je m'attends que les gens qui viennent à Terre-Neuve de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan, du Manitoba ou de toute autre province soient fiers eux aussi de ce qu'ils voient, car cela fait partie de leur pays. Ce n'est pas seulement notre province, c'est une partie de leur pays. Oublions les remarques telles que «nous vous donnons ceci et cela», c'est de la blague.

Des voix: Bravo!

M. Peddle: Pour en revenir au sujet des autobus, le 20 avril dernier, comme en témoigne la page 8168 du compte rendu, j'ai posé une question au ministre suppléant des Transports, aujourd'hui ministre des Approvisionnement et Services—vous vous souviendrez qu'il y avait eu une certaine confusion entre nos ministres—pour lui demander s'il voudrait enquêter sur un accident grave survenu le 25 avril, alors qu'un autobus transportant 30 voyageurs avait franchi un remblai près de Corner Brook. Je crois que tout un côté de l'autobus avait été arraché. En réalité, le véhicule a été complètement démolé et neuf des trente voyageurs ont dû aller à l'hôpital. L'accident s'est produit peu après l'inauguration du service d'autobus. Je le répète, j'ai posé la question le 30 avril et le ministre avait alors répondu que l'accident faisait l'objet d'une enquête et qu'il m'en tiendrait volontiers au courant.

Puis, environ un mois plus tard, le 20 mai, comme en fait foi la page 8831 du hansard, j'ai demandé au ministre actuel des Transports (M. Jamieson) s'il voudrait bien se renseigner sur le sujet, puisque je n'avais pas encore reçu de réponse. Il a répondu qu'il le ferait volontiers. Si j'ai assez d'audace pour le dire maintenant, je serais très heureux d'obtenir une réponse. Huit ou neuf mois se sont écoulés depuis que la question a été posée la première fois. Je puis pardonner au ministre de se montrer un peu susceptible ou sensible à ce sujet, mais je veux toujours une réponse. Je crois que c'est dans l'intérêt national d'obtenir cette réponse. Je n'ai plus grand-chose à dire, monsieur l'Orateur, et d'ailleurs je ne sais pas combien de temps il me reste.

Une voix: Trop.

M. Peddle: Les ministériels qui me pressent de reprendre mon siège devraient se réjouir que je sois enrhumé ce soir et que je termine ici.